

Après l'Écosse, la Catalogne, le Brexit... l'île de la Grande Tortue!

Daniel Sioui

Numéro 322, hiver 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/89589ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Sioui, D. (2018). Après l'Écosse, la Catalogne, le Brexit... l'île de la Grande Tortue! *Liberté*, (322), 14–15.

Après l'Écosse, la Catalogne, le Brexit... l'île de la Grande Tortue !

DANIEL SIOUI

Aujourd'hui, je voudrais vous parler de notre futur. Notre futur en tant que Québécois, mais surtout en tant que membres de la grande famille des Premières Nations. Mon but est de susciter une discussion entre vous, les allochtones, et nous, les Autochtones, mais surtout entre nous. Pourquoi parler du futur? Peut-être parce que je suis un peu tanné de me faire dire que mon peuple vit dans le passé. Mon peuple, les Premières Nations, commence à réfléchir au présent et à soigner ses plaies, tranquillement nous nous dotons d'un présent plus confortable. Il est peut-être maintenant temps de penser au futur. Un futur qui concernerait toutes les Premières Nations, un futur qui nous aiderait à bâtir le présent que nous envisagerions enfin à notre image. Vous me direz que notre futur est déjà tracé. Qu'un jour, le Canada va enfin se décider à bien nous traiter et que nous finirons par accepter notre sort, de faire partie de la fédération canadienne, dans la joie et l'allégresse, comme tout Canadien qui se respecte...

La situation ne peut plus continuer comme ça. C'est vrai que la population canadienne est de plus en plus consciente des problèmes reliés aux communautés autochtones, qu'elle y est plus sensible, mais on ne peut certainement pas dire que c'est la joie tous les jours dans les réserves. Qui ne voit pas le côté crétin de la Loi sur les Indiens, qui fait de nous des pupilles de l'État et qui nous empêche de prendre en main notre destinée? Beaucoup d'Autochtones réclament sur toutes les tribunes offertes de sacrer à la poubelle cette maudite loi... mais qu'est-ce qui se passerait après?

C'est là notre gros problème. Tout le monde crie à gorge déployée (je

m'inclus parmi les crieurs) qu'il faut se débarrasser de cette loi arriérée, mais je n'entends jamais parler, ou rarement, de ce qui pourrait se passer après. Si nous, les Premières Nations, n'en parlons pas maintenant, nous allons encore manquer le bateau et subir ce que les autres auront décidé pour nous, une fois de plus. Il nous faut aborder cette question.

Pour le moment, la situation des membres des Premières Nations au sein de la société canadienne est assez floue. Les Autochtones n'ont jamais décidé par eux-mêmes s'ils voulaient faire partie du Canada ou non. On nous l'a imposé sans nous demander notre avis. Oui, je sais, c'est à peu près la même chose pour les Québécois, mais vous, vous avez eu deux référendums pour trancher la question et prendre votre décision. Alors pourquoi n'aurions-nous pas le nôtre? Chers Autochtones, voulez-vous faire partie de notre beau et grand pays: oui ou non? Au moins, ce serait clair! Jusqu'à cette hypothétique et glorieuse journée du choix, les Autochtones sont à peu près considérés comme des Canadiens, mais en même temps, ils demeurent des enfants aux yeux de l'État, ce qui fait d'eux des citoyens de seconde zone. C'est justement ce statut particulier qui fait toute la différence. C'est la raison pour laquelle nous ne payons pas de taxes ni d'impôts (eh oui! les enfants canadiens ne sont pas censés payer de taxes ni d'impôts), ce qui cause beaucoup de frictions avec les autres Canadiens. En gros, le gouvernement fédéral est le tuteur légal de tous les Autochtones du Canada. Vous ne trouvez pas cela spécial, vous?

La première option est donc la victoire du Oui, s'il y a un référendum. Nous devenons une bonne fois pour toutes des Canadiens à part entière. (Après 400 ans, le gouvernement aurait enfin

gagné, *God Save the Queen!* Vous allez être contents, nous allons enfin payer des taxes comme tout le monde.) L'avantage de ce choix est que nous pourrions enfin bénéficier des mêmes droits et des mêmes services que les autres Canadiens: finies les écoles avec la moitié du financement, finies les maisons miteuses qui appartiennent aux conseils de bande, fini le communisme des réserves, finie l'eau non potable, finies les réserves sans électricité alors qu'elles se trouvent à côté des barrages d'Hydro. Bon OK, ce ne serait sûrement pas aussi idyllique du jour au lendemain, mais c'est sûr qu'il y aurait une amélioration dans notre qualité de vie. Le gouvernement n'aurait plus d'excuses.

Nous pourrions même réussir à garder notre identité distincte, à garder notre culture vivante. Mais la question inévitable, c'est: pour combien de temps? Les premières générations seraient sûrement encore très fières de leurs racines, mais l'exode des jeunes Autochtones vers les grandes villes s'accélérait. Pourquoi les jeunes resteraient-ils dans leur communauté si le territoire ne leur appartient plus? Il y en a déjà tellement qui sont partis pour les grands centres que nous sommes sur le point d'y voir apparaître des quartiers du genre Chinatown (que nous pourrions baptiser «Autochtowns»). Nous deviendrions comme des immigrants dans notre propre pays. Après deux générations, nos origines ne seraient plus que des bribes de légendes racontées par les aînés pour endormir leurs petits-enfants, rien de plus. C'est hypothétique, mais la menace est réelle. Cela fait 150 ans que les gouvernements veulent nous assimiler en nous excluant; ils n'avaient qu'à nous inclure pour parvenir à leurs fins. La preuve, les communautés autochtones situées en

milieu urbain, qui ont de bonnes relations avec leurs voisins, sont celles qui ont davantage perdu leur culture. (Je sais de quoi je parle, je reste dans une de ces communautés.) Alors, que devons-nous choisir, une meilleure qualité de vie avec, en contrepartie, la disparition de notre culture?

Et si le Non l'emportait? Comme le dit notre vénéré chef Perry Bellegarde: «Comment pouvons-nous aller au-delà de la colonisation de la Loi sur les Indiens et nous engager comme nations?» La réponse: l'autonomie gouvernementale ou même carrément l'indépendance (vous allez être jaloux, les Québécois). Qu'est-ce que cela pourrait changer dans notre vie, concrètement? Pas grand-chose, et en même temps, tout. Serions-nous plus riches? Je ne crois pas. Enfin, nous pourrions gérer les entreprises qui s'installent sur nos territoires ancestraux et elles seraient bien obligées de nous payer les redevances qui nous sont dues. Est-ce que cela couvrirait toutes les sommes que le fédéral injecte dans les Affaires autochtones? Probablement pas, mais au moins, nous pourrions nous-mêmes décider de ce que nous voulons faire de cet argent, selon les besoins des différentes communautés. Mais l'autonomie n'est vraiment pas qu'une question d'argent. Pouvez-vous nier l'importance du sentiment d'appartenance à une communauté et surtout, du sentiment d'être utiles dans la vie, d'avoir la possibilité de faire des choix? Se sentir comme un citoyen de seconde zone n'est bon pour personne.

Combien de nos jeunes s'enfoncent dans l'alcool et la drogue, car ils ont le sentiment que leur vie ne sert à rien, qu'ils ne pourront jamais rien accomplir? Combien de nos jeunes se suicident à cause de cette détresse psychologique? Alors voilà, il est primordial que les Premières Nations puissent reprendre la conduite de leurs nations, afin de retrouver leur sentiment de fierté.

Est-ce que tout cela est possible? Présentement, la réponse est non. Pour établir une autonomie viable, je crois sincèrement que toutes les Premières Nations doivent se regrouper et former une grande confédération mais pour l'instant, il y a trop de querelles inutiles entre les différentes nations. Les gouvernements usent encore de ce vieil adage, cette vieille stratégie: «diviser pour mieux régner». Les nations plus riches, comme la miienne, doivent aider celles qui ont plus de difficulté. Je ne crois pas que rester chacun de son côté fera avancer notre cause. Laissons de côté les chicanes de village pour deux mètres de territoire et un orignal. Il est peut-être venu le temps d'écouter, enfin, les enseignements du prophète Degawidah. Je fais appel à vous, membres de la Confédération des Six Nations iroquoises, n'avez-vous pas eu le mandat du prophète d'amener d'autres nations amies sous le Grand Arbre de Paix? Ne sommes-nous pas tous amis?

Revenons au XXI^e siècle... Les bases d'une structure gouvernementale pour l'instauration d'une confédération ont déjà été jetées. Nous avons l'Assemblée

des Premières Nations, même si, pour l'instant, elle n'a aucun réel pouvoir. Il faudrait peut-être la renforcer, il faudrait aussi que les chefs soient au moins élus au suffrage universel. Présentement, ce sont les chefs de toutes les communautés du Canada qui élisent le grand chef national et les chefs d'une même province qui votent pour leur chef régional respectif. C'est un peu comme si vous ne votiez que pour votre maire et que par la suite, tous les maires se rassemblaient pour décider qui serait le premier ministre du Québec (sans député pour vous représenter). Pourquoi la population écouterait-elle le chef d'État et respecterait-elle les lois qu'il souhaite imposer? Aussi bien avoir un roi, dans ce cas-là. Nous avons même des semblants de ministères. Au Québec, il existe la CSSSPNQL (Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador), le CEPN (Conseil en Éducation des Premières Nations), la CDEPNQL (Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador) et d'autres encore. La structure gouvernementale est déjà existante. Ce n'est pas parfait, loin de là, mais c'est un bon début.

Il ne resterait plus qu'un seul petit détail à régler... Quels seraient les territoires cédés aux Premières Nations? Je suis certain que cela ferait plaisir aux Québécois de nous céder la moitié du Québec. Qui habite dans le Nord si ce n'est les Autochtones et les Inuits? Ce serait normal que cela leur revienne. Vous ne pensez pas? Fini Hydro-Québec! Vive Hydro-Cri! Vous ne trouvez pas que cela sonne bien?

À quand le référendum! (L)

♦ **Daniel Sioui** est un entrepreneur wendat qui s'implique dans le milieu littéraire des Premières Nations depuis près de dix ans. En 2009, il ouvre à Wendake la Librairie Hannenorak, seule librairie spécialisée dans la littérature des Premières Nations, et cofonde, en 2010, les Éditions Hannenorak. En 2011, il met sur pied la première édition du Salon du livre des Premières Nations pour mettre en valeur le talent des auteurs autochtones.

